



الخزينة العامة للمملكة
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME

PRESS BOOK



Bulletin mensuel

Statistiques des Finances Publiques

à fin Juin 2018

Septembre 2018

SOMMAIRE

Aujourd'hui Le Maroc du 23 Juillet 2018 (p.13)

- Elles se sont améliorées de 20,5%: Trésor : 140,6 milliards de dirhams de recettes générées à fin juin.

Le Matin du 23 Juillet 2018 (p.8)

- Finances publiques : Les recettes dopées par un versement exceptionnel.

Al Byane du 26 Juillet 2018 (p.5)

- TGR: Le déficit budgétaire s'accroît.

Les Inspirations Eco du 26 Juillet 2018 (p.6)

- Finances publiques : Le déficit budgétaire se creuse.

Libération du 27 Juillet 2018 (p.7)

- Déficit budgétaire de 16,5 MMDH au 1er semestre.

www.lematin.ma du 22 Juillet 2018

- Les recettes dopées par un versement exceptionnel.

www.perspectivesmed.ma du 23 Juillet 2018

- Finances publiques : Le déficit se creuse de 5 Milliards à fin juin.

www.int.ma du 25 Juillet 2018

- TGR: Le déficit budgétaire se creuse à 16,5 MMDH.

www.libe.ma du 27 Juillet 2018

- Déficit budgétaire de 16,5 MMDH au 1er semestre : Les dépenses émises au titre du budget général en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017.



الأحداث المغربية في 24 يوليو 2018 (ص.17)

• بسبب تراجع المداخل و ارتفاع البترول : عجز الميزانية ..20 مليار درهم في 6 اشهر.

الأخبار في 24 يوليو 2018 (ص.2)

• محمد بوسعيد.

الاتحاد الاشتراكي في 26 يوليو 2018 (ص.2)

• عجز الميزانية بلغ 16,5 مليار درهم خلال نصف الأول من السنة.

الأخبار في 26 يوليو 2018 (ص.5)

• عجز الميزانية بلغ 16,5 مليار درهم خلال النصف الأول من 2018.

المساء في 26 يوليو 2018 (ص.5)

• عجز الميزانية يقفز إلى 16,5 مليار د رهم خلال 6 أشهر : بعدما كان في حدود 11,7 مليار درهم خلال النصف الأول من السنة الماضية.

النهار المغربية في 26 يوليو 2018 (ص.4)

• 16,5 د رهم عجز للميزانية خلال النصف الأول من 2018.

www.telquel.ma du 23 Juillet 2018

• أموال الخليج تنعش ميزانية المغرب ب 24 مليار درهم.

ARTICLES

Elles se sont améliorées de 20,5%

Trésor : 140,6 milliards de dirhams de recettes générées à fin juin

KT

L'atténuation du déficit budgétaire est loin d'être envisageable. En dépit de la hausse extraordinaire des recettes du Trésor, l'écart continue de se creuser d'un mois à l'autre. A fin juin, le déficit budgétaire est estimé à 16,5 milliards DH en aggravation de près de 5 milliards DH par rapport à la même période de l'année précédente. C'est ce que l'on peut dégager du bulletin des finances publiques de la Trésorerie générale du Royaume (TGR).

Le mois de juin a été marqué par une croissance à deux chiffres des recettes ordinaires. Ces dernières ont basculé d'une baisse de 0,1% à une amélioration de 20,5% atteignant à fin juin les 140,6 milliards DH. « Cette évolution spectaculaire tient compte du changement de support budgétaire entre le compte d'affectation spéciale «Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe» et le budget général pour un montant de 24 milliards DH et ce sans le moindre impact sur le solde budgétaire », apprend-on de la Trésorerie générale du Royaume. Les recettes non fiscales ont dans ce sens connu un pic de l'ordre de 251,4%, soit une valeur de 31,9 milliards DH contre 9,1 milliards DH générés à la même période de l'année précédente. « Cette progression résulte des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget ainsi que de la hausse de la redevance gazoduc, conjuguée à la diminution des recettes de monopole et des fonds de concours », peut-on lire du bilan de la TGR.

Les droits de douanes se sont également consolidés à fin juin. On relève dans ce sens une hausse de 17,1%, soit des recettes de l'ordre de 5,1 milliards DH. Les recettes des impôts indirects ont affiché une appréciation de l'ordre de 5,6% au moment, les impôts directs ont accusé une baisse de 3,7%. Il en est de même pour les recettes des



droits d'enregistrement et de timbre ayant fléchi à fin juin de 2%. La structure des recettes du budget général reste dominée par la Taxe de la valeur ajoutée. Cette dernière, représentant 23% de la structure globale des recettes, s'est établie à fin juin autour de 32,35 milliards DH en hausse de 6,2% par rapport à la même période de l'année précédente.

Les recettes liées aux impôts sur les sociétés détiennent une part de l'ordre de 18,5% avec une valeur dépassant les 26 milliards DH en baisse de 10,6%. En revanche, les recettes des impôts sur le revenu se sont améliorées de 5,1% à fin juin atteignant un montant d'environ 21,6 milliards DH et une part de 15,4% dans la structure globale des recettes du budget général générées à fin juin 2018. S'agissant des dépenses émises, elles semblent baisser de 1,2% au sixième mois de l'année. Cette baisse conjuguée à la hausse des recettes

ordinaires laisse dégager un solde positif de 30,3 milliards DH. S'agissant des engagements de dépenses, la TGR fait ressortir un taux global de 54% en hausse de deux points par rapport à ce qui a été observé une année plutôt. Ces engagements, comprenant les dépenses non soumises au visa préalable d'engagement, représentent un montant de 275,8 milliards DH.

Par ailleurs, le taux d'émission sur engagements s'est établi au sixième mois de l'année autour de 80% contre 78% enregistré à la même période de l'année passée. Les dépenses du budget général se sont chiffrées à fin juin à 158,1 milliards DH en repli de 2,9%. Cette baisse s'explique par le recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée au moment où les dépenses de fonctionnement et d'investissement ont grimpé respectivement de 1,4 et 6% à fin juin. Les dépenses d'investissements émises sont estimées à

31,2 milliards DH en consolidation de 1,8 milliard DH par rapport à ce qui a été dépensé l'année précédente. Cette appréciation résulte de la hausse de 7,5% des dépenses des ministères et de 4% des charges communes.

La TGR indique dans ce sens que « les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 11,1 milliards DH contre 10,8 milliards DH à fin juin 2017 ». Notons que le Trésor a eu recours au mois de juin au financement intérieur pour un montant de 26,8 milliards DH contre un recours de 21,4 milliards DH l'année précédente. Le financement extérieur a été pour sa part négatif à 3,7 milliards DH.

L'encours de la dette intérieure s'est situé pour sa part autour de 536,4 milliards DH en hausse de 3,2% par rapport au niveau atteint à fin décembre 2017.

Finances publiques

Les recettes dopées par un versement exceptionnel

Les recettes ordinaires encaissées par le Trésor ont bondi de 20,5%, s'établissant à 140,6 milliards de DH au premier semestre de cette année, tirées par un versement exceptionnel de 24 milliards effectué à partir du compte spécial des dons des pays du Golfe. Excepté ce versement, les recettes ordinaires ont baissé de 0,1%. Les dépenses ordinaires ont, quant à elles, progressé de 1,2%, totalisant 110,31 milliards. Ce qui s'est traduit par un solde ordinaire positif de 30,3 milliards et un déficit du Trésor de 16,5 milliards.

Le Trésor n'arrive pas à mobiliser de ressources conséquentes cette année. Les recettes ordinaires qu'il a engrangées se sont certes nettement accrues au terme du premier semestre de l'année en cours, mais cette embellie est due surtout à un élément exceptionnel. En effet, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître une progression de 20,5% des recettes ordinaires qui se sont établies à 140,6 milliards de DH, selon les dernières statistiques de la Trésorerie générale du Royaume (TGR). Un bond que celle-ci explique par un versement exceptionnel de 24 milliards effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe» au profit du Budget général. Excepté ce versement, les recettes ordinaires ont baissé de 0,1%.

Cette évolution résulte, d'une part, de la hausse des recettes non fiscales de 251,4%, des droits de douane de 17,1%, des impôts indirects de 5,6% et, d'autre part, du repli des impôts directs de 3,7% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2%.

Globalement, les recettes fiscales ont atteint 108,7 milliards à fin juin 2018, en accroissement de 1%, tirées par les recettes douanières de 7,4% à 32,1 milliards, au moment la fiscalité domestique a cédé à la baisse de 2,2%, s'établissant à 71 milliards.

Dans le détail, la hausse des recettes douanières provient notamment des droits de douane (17,1% à 5,1 milliards), TVA à l'importation (8,1% à 19,3 milliards), alors que la TIC sur les produits énergétiques n'a progressé que de 0,4% à 7,77 milliards.

S'agissant de la fiscalité domestique, les recettes de l'impôt sur les sociétés ont atteint 26,1 milliards à fin juin dernier, en diminution de 10,6%, les recettes de l'IR ont crû de 5,1% à 21,6 milliards.

La TVA à l'intérieur a rapporté, quant à elle, 13,1 milliards au premier semestre, en hausse de 3,7%, selon la TGR qui précise que le montant global des rem-



Les recettes de l'impôt sur les sociétés ont atteint 26,1 milliards à fin juin dernier, en diminution de 10,6% et les recettes de l'IR ont crû de 5,1% à 21,6 milliards.

Les dépenses d'investissement ont progressé de 6% à 31,2 milliards à fin juin 2018.

boursements de TVA à l'intérieur s'est élevé à 2,894 milliards à fin juin 2018 contre 3,157 milliards à fin juin 2017.

Par contre, les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont diminué de 2% à 9 milliards. Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles ont bondi de 251,4%, se chiffrant à 31,9 milliards, en raison notamment de l'augmentation des versements des CST au profit du budget général (26 milliards, contre 1,1 milliard un an plus tôt) et de la redevance gazoduc (944 millions de DH contre 586 millions de DH), au moment où les recettes de monopole ont reculé à 3,2 milliards contre 4,8 milliards un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, elles ont progressé de 1,2%, totalisant 110,31 milliards, avec une hausse de 0,5% des dépenses de personnel (53,23 milliards), de 0,3% des charges en intérêts de la dette (15,8 milliards), une baisse de 45,4% des émissions de la compensation (8,2 milliards).

Les dépenses d'investissement ont, quant à elles, progressé de 6% à 31,2 milliards à fin juin 2018.

Cette évolution des recettes et des dépenses s'est traduite par un solde ordinaire positif de 30,3 milliards contre un solde positif de 7,7 milliards un an auparavant et un déficit du Trésor de 16,5 milliards, compte tenu d'un solde négatif de 15,5 milliards dégagé par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 11,7 milliards à fin juin 2017. ■

Lahcen Oudoud

TGR : le déficit budgétaire s'accroît

« La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 16,5 milliards de dirhams (MMDH) au premier semestre 2018, contre 11,7 MMDH une année auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Les recettes ordinaires se sont établies à 140,6 MMDH contre 116,7 MMDH à fin juin 2017, en hausse de 20,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général, souligne la TGR dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de juin 2018.

Ce résultat s'explique, selon la TGR, par l'augmentation des recettes non fiscales de 251,4 %, des droits de douane de 17,1%, des impôts indirects de 5,6%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 3,7 % et des droits d'enregistrement et de timbre de 2%. Pour leur part, les dépenses émises au titre du budget général ont été de 158,1 MMDH à fin juin 2018, en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017, en raison du recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à l'augmentation de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 6% des dépenses d'investissement, relève la même source.

La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique, quant à elle, par le recul de 32,1% des remboursements du principal (16,5 MMDH contre 24,3 MMDH) et de la hausse de 0,3% des intérêts de la dette (15,8 MMDH contre 15,7 MMDH).

A fin juin 2018, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au



visa préalable d'engagement, se sont élevés à 275,8 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 54% contre 52% à fin juin 2017, fait ressortir le bulletin, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 80% contre 78% un an auparavant. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 43,7 MMDH, relève la TGR, précisant que ce résultat tient compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

De leur côté, les dépenses émises ont atteint 60,7 MMDH au 1er semestre 2018 compte

tenu du versement de 26 MMDH au profit du budget général, fait savoir la TGR, notant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 992 millions de dirhams (MDH).

Dans ces conditions, le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor est négatif pour 17 MMDH, poursuit la même source. S'agissant des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), leurs recettes ont été de 2 MMDH durant les 6 premiers mois de l'année 2018, contre 1,1 MMDH un an auparavant (+ 90,3%), tandis que les dépenses émises ont atteint 520 MDH contre 712 MDH (- 27%).



Finances publiques

Le déficit budgétaire se creuse

● Près de 5 MMDH de plus que son niveau à fin juin 2017 à cause d'un solde négatif des CST et des Segma. La dette intérieure s'est élevée selon le bulletin de la TGR à 536,4 MMDH en hausse de 3,2% par rapport à son niveau à fin décembre 2017.

À fin juin, le déficit budgétaire a atteint 16,5 MMDH contre 11,7 MMDH un an auparavant. C'est ce qui ressort du dernier bulletin de la Trésorerie générale du royaume. Un creusement qu'il faut prendre avec recul. Il s'explique par un solde négatif de 15,5 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA) alors que le solde de ces deux rubriques était positif de 10 MMDH à la même période en 2017. Les recettes ordinaires ont connu une hausse considérable due à un versement exceptionnel du compte des dons des pays du CCG (Conseil de coopération du Golfe) de l'ordre de 24 MMDH.

Les recettes ordinaires ont profité des dons des pays du CCG d'un montant de 24 MMDH.

Ces recettes se sont donc établies au titre des 6 premiers mois de l'année à 140,6 MMDH contre 116,7 MMDH un an auparavant. Les recettes fiscales ont atteint 108,7 MMDH contre 107,6 MMDH à fin juin 2017 en augmentation

de 1% ou +1,1 MMDH. Cette évolution résulte de la hausse des recettes douanières de 7,4% et de la baisse de la fiscalité domestique de 2,2%. Les recettes émanant de la TVA à l'importation ont totalisé 19,3 MMDH contre 17,8

MMDH à fin juin 2017, soit un accroissement de 8,1%. Quant à la TVA sur les produits énergétiques, elle a enregistré une hausse de 11,7% ou +342 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 7,4% ou +1.098 MDH. L'impôt sur les sociétés (IS) a cumulé 26,1 MMDH à fin juin 2018 contre 29,2 MMDH un an auparavant, en diminution de 10,6%. La TGR explique cette baisse par le bon comportement durant l'année 2016 des résultats du secteur financier, des sociétés pétrolières, de l'Agence nationale de la conservation foncière, des cimenteries, des sucriers et des sociétés de télécommunications. Pour ce qui est de l'IR, les recettes ont augmenté de 5,1%, passant de 20,6 à 21,6 MMDH. Concernant les dépenses, elles ont totalisé 158,1 MMDH à fin juin 2018, en baisse de 2,9% par rapport à leur

●●●
Concernant l'IR, les recettes ont augmenté de 5,1%, passant de 20,6 à 21,6 MMDH.

niveau à fin juin 2017, en raison du recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à l'augmentation de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 6% des dépenses d'investissement. La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique, quant à elle, par le recul de 32,1% des remboursements du principal (16,5 MMDH contre 24,3 MMDH) et de la hausse de 0,3% des intérêts de la dette (15,8 MMDH contre 15,7 MMDH). Les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 275,8 MMDH à fin juin, représentant un taux global d'engagement de 54% contre 52% à fin juin 2017, fait ressortir le bulletin, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 80% contre 78% un an auparavant. Fait marquant, le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 605 MDH à fin juin 2018 contre 7,2 MMDH à fin décembre 2017, soit une diminution de 6,6 MMDH. En d'autres termes, il faut accélérer la cadence d'ici la fin de l'année pour se rattraper. L'on remarque aussi un taux moyen de réalisation des prévisions. À fin juin 2018, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 60,1% des prévisions, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 49,5% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 45,8% ce qui reste en deçà des attentes. La dette intérieure s'est élevée selon le bulletin de la TGR à 536,4 MMDH, en hausse de 3,2% par rapport à son niveau à fin décembre 2017. Ceci s'explique par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 16,4 MMDH, résultant de souscriptions pour 53 MMDH et de remboursements pour 36,6 MMDH contre un recours pour un montant net de 19,1 MMDH un an auparavant résultant de souscriptions pour 62,9 MMDH et de remboursements pour 43,8 MMDH. Dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons en vue de réajuster son profil. Ces opérations, est-il expliqué, ont porté sur un montant de 10,1 MMDH.

PAR MOSTAFA BENTAK
m.bentak@leseco.ma

Déficit budgétaire de 16,5 MMDH au 1^{er} semestre

La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 16,5 milliards de dirhams (MMDH) au premier semestre 2018, contre 11,7 MMDH une année auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Economie et des Finances.

Les recettes ordinaires se sont établies à 140,6 MMDH contre 116,7 MMDH à fin juin 2017, en hausse de 20,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du

compte d'affectation spéciale intitulé "Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe" au profit du budget général, souligne la TGR dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de juin 2018.

Ce résultat s'explique, selon la TGR, par l'augmentation des recettes non fiscales de 251,4 %, des droits de douane de 17,1%, des impôts indirects de 5,6%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 3,7 % et des droits d'enregistrement et de timbre de 2%, rapporte la MAP.

Pour leur part, les dépenses émises au titre du budget général ont été de 158,1 MMDH à fin juin 2018, en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017, en raison du recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à l'augmentation de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 6% des dépenses d'investissement, relève la même source.

La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique, quant à elle, par le recul de 32,1% des remboursements du principal (16,5 MMDH contre 24,3 MMDH) et de la hausse de 0,3% des intérêts de la dette (15,8 MMDH contre 15,7 MMDH).

A fin juin 2018, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 275,8 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 54% contre 52% à fin juin 2017, fait res-



sortir le bulletin, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 80% contre 78% un an auparavant.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 43,7 MMDH, relève la TGR, précisant que ce résultat tient compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre

des dons des pays du Golfe.

De leur côté, les dépenses émises ont atteint 60,7 MMDH au 1er semestre 2018 compte tenu du versement de 26 MMDH au profit du budget général, fait savoir la TGR, notant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 992 millions de dirhams (MDH).

Dans ces conditions, le solde

de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor est négatif pour 17 MMDH, poursuit la même source.

S'agissant des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), leurs recettes ont été de 2 MMDH durant les 6 premiers mois de l'année 2018, contre 1,1 MMDH un an auparavant (+ 90,3%), tandis que les dépenses émises ont atteint 520 MDH contre 712 MDH (- 27%).



Les dépenses émises au titre du budget général en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017

Les recettes dopées par un versement exceptionnel



Les recettes ordinaires encaissées par le Trésor ont bondi de 20,5%, s'établissant à 140,6 milliards de DH au premier semestre de cette année, tirées par un versement exceptionnel de 24 milliards effectué à partir du compte spécial des dons des pays du Golfe. Excepté ce versement, les recettes ordinaires ont baissé de 0,1%. Les dépenses ordinaires ont, quant à elles, progressé de 1,2%, totalisant 110,31 milliards. Ce qui s'est traduit par un solde ordinaire positif de 30,3 milliards et un déficit du Trésor de 16,5 milliards.

Le Trésor n'arrive pas à mobiliser de ressources conséquentes cette année. Les recettes ordinaires qu'il a engrangées se sont certes nettement accrues au terme du premier semestre de l'année en cours, mais cette embellie est due surtout à un élément exceptionnel. En effet, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître une progression de 20,5% des recettes ordinaires qui se sont établies à 140,6 milliards de DH, selon les dernières statistiques de la Trésorerie générale du Royaume (TGR). Un bond que celle-ci explique par un versement exceptionnel de 24 milliards effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé «Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe» au profit du Budget général. Excepté ce versement, les recettes ordinaires ont baissé de 0,1%.

Cette évolution résulte, d'une part, de la hausse des recettes non fiscales de 251,4%, des droits de douane de 17,1%, des impôts indirects de 5,6% et, d'autre part, du repli des impôts directs de 3,7% et des droits d'enregistrement et de timbre de 2%.

Globalement, les recettes fiscales ont atteint 108,7 milliards à fin juin 2018, en accroissement de 1%, tirées par les recettes douanières de 7,4% à 32,1 milliards, au moment la fiscalité domestique a cédé à la baisse de 2,2%, s'établissant à 71 milliards.

Dans le détail, la hausse des recettes douanières provient notamment des droits de douane (17,1% à 5,1 milliards), TVA à l'importation (8,1% à 19,3 milliards), alors que la TIC sur les produits énergétiques n'a progressé que de 0,4% à 7,77 milliards.

S'agissant de la fiscalité domestique, les recettes de l'impôt sur les sociétés ont atteint 26,1 milliards à fin juin dernier, en diminution de 10,6%, les recettes de l'IR ont crû de 5,1% à 21,6 milliards.

La TVA à l'intérieur a rapporté, quant à elle, 13,1 milliards au premier semestre, en hausse de 3,7%, selon la TGR qui précise que le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur s'est élevé à 2,894 milliards à fin juin 2018 contre 3,157 milliards à fin juin 2017.

Par contre, les recettes provenant des droits d'enregistrement et du timbre ont diminué de 2% à 9 milliards. Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles ont bondi de 251,4%, se chiffrant à 31,9 milliards, en raison notamment de l'augmentation des versements des CST au profit du budget général (26 milliards, contre 1,1 milliard un an plus tôt) et de la redevance gazoduc (944 millions de DH contre 586 millions de DH), au moment où les recettes de monopole ont reculé à 3,2 milliards contre 4,8 milliards un an auparavant.

En ce qui concerne les dépenses ordinaires, elles ont progressé de 1,2%, totalisant 110,31 milliards, avec une hausse de 0,5% des dépenses de personnel (53,23 milliards), de 0,3% des charges en intérêts de la dette (15,8 milliards), une baisse de 45,4% des émissions de la compensation (8,2 milliards).

Les dépenses d'investissement ont, quant à elles, progressé de 6% à 31,2 milliards à fin juin 2018.

Cette évolution des recettes et des dépenses s'est traduite par un solde ordinaire positif de 30,3 milliards contre un solde positif de 7,7 milliards un an auparavant et un déficit du Trésor de 16,5 milliards, compte tenu d'un solde négatif de 15,5 milliards dégagé par les comptes spéciaux du Trésor et les services de l'État gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 11,7 milliards à fin juin 2017.

Finances publiques : Le déficit se creuse de 5 Milliards à fin juin



Selon le dernier bulletin statistique de la trésorerie générale du Royaume, à fin juin 2018 et en comparaison avec la même période de 2017, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître un déficit du Trésor de 16,5 Mrds Dh, contre un déficit du Trésor de 11,7 Mrds Dh à fin juin 2017.

Cette évolution a pour source au niveau des recettes une diminution de celles ordinaires de 0,1%. Compte tenu du changement de support budgétaire entre le compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » et le budget général pour un montant de 24 Mrds Dh, sans impact sur le solde budgétaire, les recettes ordinaires ont enregistré une hausse de 20,5% provenant de la hausse des recettes douanières de 7,4% : droits de douane (+17,1%), TVA à l'importation (+8,1%) et taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+0,4%) ; de l'accroissement de la TIC sur les tabacs manufacturés (+10,3%) et des autres TIC (+7,2%) ; du recul de la fiscalité domestique de 2,2% : IS (-10,6%), IR (+5,1%), TVA à l'intérieur (+3,7%), droits d'enregistrement et timbre (-2%) et majorations de retard (+15,9%). Et de la hausse des recettes non fiscales de 251,4% en raison notamment de l'augmentation des versements des comptes spéciaux du Trésor (CST) au profit du budget général (26 Mrds Dh contre 1,1 Mrd Dh) et de la redevance gazoduc (944 MDH contre 586 MDH), conjuguée à la diminution des recettes de monopoles (3,2 Mrds Dh contre 4,8 Mrds Dh) et des fonds de concours (66 MDH contre 345 MDH).

Au niveau des dépenses, et avec un taux d'engagement global des dépenses de 54% et un taux d'émission sur engagements de 80% contre respectivement 52% et 78% un an auparavant, les dépenses ordinaires émises ressortent en hausse de 1,2% à fin juin, en raison de l'augmentation de 5,7% des dépenses de biens et services, due à la hausse de 0,5% des dépenses de personnel et de 15,2% des autres dépenses de biens et services, de

l'augmentation de 11,6% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux et de 0,3% des charges en intérêts de la dette, conjuguée à la baisse de 45,4% des émissions de la compensation. Le montant global des remboursements de TVA a été de 3.085 MDH contre 3.274 MDH à fin juin 2017.

Pour ce qui des dépenses d'investissement émises, elles sont en hausse de 6%, passant de 29,5 Mrds Dh à fin juin 2017 à 31,2 Mrds Dh à fin juin 2018, en raison de l'augmentation de 7,5% des dépenses des ministères et de 4% des charges communes. Au final, le solde ordinaire du Trésor est positif de 30,3 Mrds Dh contre un solde positif de 7,7 Mrds Dh un an auparavant. Hormis le versement exceptionnel de 24 Mrds Dh effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général, le solde ordinaire à fin juin 2018 est positif de 6,3 Mrds Dh.

Compte tenu d'un solde négatif de 15,5 Mrds Dh dégagé par les CST et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), le déficit du Trésor se creuse de 5.2 Mrds Dh. Les recettes des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe contre 1.067 MDH à fin juin 2017.

TGR : Le déficit budgétaire se creuse à 16,5 MMDH



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 16,5 milliards de dirhams (MMDH) au premier semestre 2018, contre 11,7 MMDH une année auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Économie et des finances.

Les recettes ordinaires se sont établies à 140,6 MMDH contre 116,7 MMDH à fin juin 2017, en hausse de 20,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de Coopération du Golfe » au profit du budget général, souligne la TGR dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de juin 2018.

Ce résultat s'explique, selon la TGR, par l'augmentation des recettes non fiscales de 251,4 %, des droits de douane de 17,1%, des impôts indirects de 5,6%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 3,7 % et des droits d'enregistrement et de timbre de 2%.

Pour leur part, les dépenses émises au titre du budget général ont été de 158,1 MMDH à fin juin 2018, en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017, en raison du recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à l'augmentation de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 6% des dépenses d'investissement, relève la même source.

La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique, quant à elle, par le recul de 32,1% des remboursements du principal (16,5 MMDH contre 24,3 MMDH) et de la hausse de 0,3% des intérêts de la dette (15,8 MMDH contre 15,7 MMDH).

A fin juin 2018, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 275,8 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 54% contre 52% à fin juin 2017, fait ressortir le bulletin, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 80% contre 78% un an auparavant.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 43,7 MMDH, relève la TGR, précisant que ce résultat tient compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

De leur côté, les dépenses émises ont atteint 60,7 MMDH au 1er semestre 2018 compte tenu du versement de 26 MMDH au profit du budget général, fait savoir la TGR, notant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 992 millions de dirhams (MDH).

Dans ces conditions, le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor est négatif pour 17 MMDH, poursuit la même source.

S'agissant des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), leurs recettes ont été de 2 MMDH durant les 6 premiers mois de l'année 2018, contre 1,1 MMDH un an auparavant (+ 90,3%), tandis que les dépenses émises ont atteint 520 MDH contre 712 MDH (- 27%).

LNT avec MAP

Déficit budgétaire de 16,5 MMDH au 1er semestre

Les dépenses émises au titre du budget général en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017.



La situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 16,5 milliards de dirhams (MMDH) au premier semestre 2018, contre 11,7 MMDH une année auparavant, selon la Trésorerie Générale du Royaume (TGR), relevant du ministère de l'Economie et des Finances.

Les recettes ordinaires se sont établies à 140,6 MMDH contre 116,7 MMDH à fin juin 2017, en hausse de 20,5% compte tenu d'un versement exceptionnel de 24 MMDH effectué à partir du compte d'affectation spéciale intitulé "Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe" au profit du budget général, souligne la TGR dans son bulletin mensuel de statistiques des finances publiques de juin 2018.

Ce résultat s'explique, selon la TGR, par l'augmentation des recettes non fiscales de 251,4 %, des droits de douane de 17,1%, des impôts indirects de 5,6%, conjuguée à la baisse des impôts directs de 3,7 % et des droits d'enregistrement et de timbre de 2%, rapporte la MAP.

Pour leur part, les dépenses émises au titre du budget général ont été de 158,1 MMDH à fin juin 2018, en baisse de 2,9% par rapport à leur niveau à fin juin 2017, en raison du recul de 19,4% des charges de la dette budgétisée, conjuguée à l'augmentation de 1,4% des dépenses de fonctionnement et de 6% des dépenses d'investissement, relève la même source.

La diminution des charges de la dette budgétisée s'explique, quant à elle, par le recul de 32,1% des remboursements du principal (16,5 MMDH contre 24,3 MMDH) et de la hausse de 0,3% des intérêts de la dette (15,8 MMDH contre 15,7 MMDH).

A fin juin 2018, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 275,8 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 54% contre 52% à fin juin 2017, fait ressortir le bulletin, notant que le taux d'émission sur engagements a été de 80% contre 78% un an auparavant.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor (CST) ont atteint 43,7 MMDH, relève la TGR, précisant que ce résultat tient compte des transferts reçus des charges communes du budget général d'investissement pour 11,1 MMDH et de la rentrée de 147 MDH au titre des dons des pays du Golfe.

De leur côté, les dépenses émises ont atteint 60,7 MMDH au 1er semestre 2018 compte tenu du versement de 26 MMDH au profit du budget général, fait savoir la TGR, notant que ces dépenses intègrent la part imputée aux CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 992 millions de dirhams (MDH).

Dans ces conditions, le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor est négatif pour 17 MMDH, poursuit la même source.

S'agissant des services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), leurs recettes ont été de 2 MMDH durant les 6 premiers mois de l'année 2018, contre 1,1 MMDH un an auparavant (+ 90,3%), tandis que les dépenses émises ont atteint 520 MDH contre 712 MDH (- 27%).

عانت الحكومة كثيرا في تدبير ميزانية النصف الأول من هذا العام، وحسب تقرير وزير الاقتصاد والمالية، ارتفع العجز إلى أزيد من 20 مليار درهم في ظرف ستة أشهر، وذلك بسبب تراجع المداخيل وارتفاع النفقات، بالتزامن مع عوامل خارجية.

بسبب تراجع المداخيل وارتفاع البترول

عجز الميزانية.. 20 مليار درهم في 6 أشهر

• أحمد بلحمي

وإلى جانب ذلك، عرف النصف الأول من هذا العام تهاوتا هبات الخليج. هذه الأخيرة كانت قد هزرت منح المغرب 5 ملايين دولار، وذلك بمعدل مليار دولار كل سنة.

ومن العوامل الداخلية، التي أثرت على ميزانية الدولة، دخول مجموعة من الإصلاحات مرحلة التفعيل، من قبيل الجهوية التي صارت تحصل على 5 في المائة من الضريبة على الشركات، والضريبة على الدخل، إلى جانب 20 في المائة من حصيلة الرسم على عقود التأمين.

كما عرفت السنة أشهر الأولى من هذا العام عدة أوراش من قبيل إصلاح التعليم والمرافق الجهوية للاستثمار وإصلاح العدل والإستراتيجية الجديدة للماء، والاستراتيجية المتناهية.

كما عانت الحكومة، أيضا، مع النفقات غير القابلة للتقليص، من قبيل نفقات الموظفين التي بلغت 147 مليار درهم، ونفقات موظفي الوزارات التي بلغت 112 مليار درهم، فيما ارتفعت نفقات الحويلات برسم التقاعد والتغطية الصحية إلى 22 مليار درهم. كما ارتفعت تكلفة الالتزامات الخاصة ببرنامج تنمية الأقاليم الجهوية، وتقليص الفوارق وبرامج التنمية المتدمجة للمدن التي بلغت 8,8 ملايين درهم.

مليار درهم، لتبلغ 31,7 مليار درهم، علما بأن نسبة الإنجاز بلغت نسبة 52,6 في المائة.

ورغم أن المالية العمومية حافظت على توازنها الكبير، إلا أن هذه الأخيرة تبقى هشّة بسبب عوامل خارجية وداخلية. بالنسبة للعوامل الخارجية التي كان لها تأثير على التوازنات المالية، حسب الوزير، عودة الارتفاع إلى سعر البترول ليصل إلى 70,8 دولار للبرميل



شهدت مداخيل الدولة مجتمعة انخفاضا بـ1.5 مليار درهم، وذلك رغم ارتفاع المداخيل الجبائية باستثناء الضريبة على الشركات



كمعدل خلال النصف الأول من هذا العام، وذلك مقابل 54,4 دولار للبرميل خلال السنة الماضية. الشيء ذاته بالنسبة لغاز «البوطا» المدعم من لدن صندوق المقاصة، والذي ارتفع إلى 510 دولار للطن، مع منم شهر يونيو الماضي، وذلك مقابل 468 دولارا للطن خلال الفترة ذاتها من العام الماضي.



ملايين درهم. هذه الأخيرة تشمل نفقات الأجر، ونفقات التسيير، وفوائد الدين إلى جانب المقاصة. أما بالنسبة لنفقات الإصدارات برسم الاستثمار، فارتفعت بنحو 1,7

والمنشآت العمومية. وتزامن ذلك مع ارتفاع نفقات الدولة، إن على مستوى النفقات الجارية، أو على مستوى إصدارات الاستثمار. بالنسبة للنفقات الجارية، ارتفعت بـ3,8

انتهى تنفيذ قانون المالية، خلال النصف الأول من هذا العام، على وقع ارتفاع مقلق في عجز الميزانية، بنسبة 66 في المائة، مقارنة بالفترة ذاتها من السنة الماضية، وذلك بسبب تراجع المداخيل وارتفاع النفقات.

محمد بوسعيد، وزير الاقتصاد والمالية، الذي قدم عرضا أمام لجنة المالية بالبرلمان، كشف أن عجز الميزانية بلغ 8 ملايين درهم، ليصل مع نهاية شهر يونيو الماضي إلى 20,2 مليار درهم، في الوقت الذي كان قد سجل 12,2 مليار درهم فقط، خلال الفترة ذاتها من سنة 2017.

وشهدت مداخيل الدولة مجتمعة انخفاضا بـ1,5 مليار درهم، وذلك رغم ارتفاع المداخيل الجبائية باستثناء الضريبة على الشركات.

وسجلت المداخيل الجبائية المتأتية من مداخيل الضريبة على القيمة المضافة والضريبة على الدخل والرسم الجمركية، ارتفاعا بـ785 مليون درهم، غير أنه في المقابل سجلت مداخيل الضريبة على الشركات انخفاضا بـ4,1 مليار درهم، فيما تزامن ذلك مع تباطؤ تحصيل هبات دول الخليج، إلى جانب تباطؤ المداخيل المتأتية من المؤسسات

< محمد بوسعيد

تميز تنفيذ قانون المالية خلال الستة الأشهر الأولى لهذه السنة، بتراجع في المداخيل بنسبة 1,3 في المائة، في حين شهدت النفقات تسارعا أدى إلى ارتفاع ملحوظ لعجز الميزانية مقارنة مع السنة الماضية. وحسب العرض الذي قدمه وزير الاقتصاد والمالية، محمد بوسعيد، أمام لجنتي المالية بمجلسي البرلمان، فقد تم تسجيل ارتفاع طفيف للمداخيل الجبائية (785+ مليون درهم)، نتيجة تحسن مداخيل كل من الضريبة على القيمة المضافة (2+ مليار درهم) والضريبة على الدخل (+ 1 مليار درهم) والرسوم الجمركية (723+ مليون درهم)، وهي كلها يؤديها المواطن من دخله الشهري أو عن طريق الاستهلاك، ما مكن من تخفيف أثر انخفاض الضريبة على الشركات، وانخفاض المداخيل غير الجبائية بحوالي ملياري درهم.



صادرات المغرب ترتفع بـ14 في المائة بسبب مبيعات الطيران والسيارات

زيادة المداخيل الجبائية للدولة بفعل الضريبة على القيمة المضافة

رشيد الجامعي

الاقتصادي وتعزيز الثقة لدى الفاعلين الاقتصاديين، ويواصل أيضا الحفاظ على التوازنات الماكرواقتصادية..

وحسب المعطيات، فإن اختيار التوجه الاجتماعي لمشروع قانون المالية لسنة 2019 يعني إقرار نفقات إضافية بحوالي 16 مليار درهم، كما أن التوجه الرامي لدعم الاستثمار العمومي في البنيات التحتية الأساسية والتجهيزات الكبرى من شأنه تنويع القاعدة الإنتاجية للاقتصاد الوطني.

وبخصوص الإطار القانوني للبرمجة الميزانية للسنوات الثلاث المقبلة (2019 و2020 و2021)، فقد أبرزت المعطيات أن المؤشرات الماكرواقتصادية التي يتوقعها البرنامج الحكومي في أفق 2021، تتمثل في تحقيق معدل نمو اقتصادي مابين 4.5 في المئة و5.5 في المئة، وخصر عجز

الميزانية (بالنسبة للناتج الداخلي الخام) في حدود 3 في المائة، ومديونية الخزينة في أقل من 60 في المائة، ونسبة التضخم في أقل من 2 في المائة، ونسبة البطالة في حدود 8.5 في المائة.



المالمة لسنة 2019 الذي يولي عناية خاصة بالسياسة الاجتماعية خاصة التعليم والصحة والتشغيل والحوار الاجتماعي، ويواصل الأوراش الكبرى والاستراتيجيات القطاعية لخلق ظروف الإقلاع

خاصة مواكبة تعميم التعليم الأولي، وإصلاح المراكز الجهوية للاستثمار، والاستراتيجية البنائية، ووجود نفقات قارة وغير قابلة للتقليص (كنفقات الموظفين) وغيرها، يتم الإعداد لمشروع قانون

تزايد المطالب الاجتماعية خاصة تلك المرتبطة بتحسين الدخل والقدرة الشرائية ودخول مجموعة من الإصلاحات مرحلة النضرة على مستوى التنزيل، من قبيل ورش الجهوية، وإصلاح التعليم

كشفت معطيات صادرة عن وزارة الاقتصاد والمالية استمرار التطور الإيجابي للصادرات (زائد 11.4 في المائة)، خاصة بقطاعات الطيران والسيارات ومبيعات الفوسفاط ومشتقاته، مؤكدة أن عائدات السياحة (زائد 15.5 في المائة) وتحويلات المغاربة المقيمين بالخارج التي بلغت (زائد 8.5 في المائة)، ساهمتا في تحسين معدل تغطية عجز الميزان التجاري بـ2.2 نقطة مئوية.

وأكدت المعطيات أنه، حتى متم يونيو 2018، لوحظ ارتفاع طفيف للمداخيل الجبائية (زائد 785 مليون درهم) على مستوى المداخيل، نتيجة للتحسن الذي سجلته كل من الضريبة على القيمة المضافة (زائد 2 مليار درهم)، والضريبة على الدخل (زائد مليار درهم)، والرسوم الجمركية (زائد 723 مليون درهم) والذي مكن من تخفيف أثر انخفاض الضريبة على الشركات (ناقص 3.4 مليار درهم).

وأكد المصدر ذاته أنه في ظل

عجز الميزانية بلغ 16,5 مليار درهم خلال النصف الأول من السنة

بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، إلى 275,8 مليار درهم، لتمثل نسبة 54 في المائة مقابل 52 في المائة متم يونيو 2017، مشيراً إلى أن نسبة تنفيذ الالتزامات بلغت 80 في المائة مقابل 78 في المائة سنة قبلها. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 43,7 مليار درهم، مشيرة إلى أن التحويلات المتوصل بها من التحويلات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بلغت 11,1 مليار درهم، وعائدات قدرها 147 مليون درهم كهبات من دول الخليج. وسجل المصدر ذاته أن نفقات الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 60,7 مليار درهم خلال النصف الثاني من 2018، مع الأخذ بعين الاعتبار تحويل مبلغ 26 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحاً أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الخزينة، بشأن المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب لـ 922 مليون درهم. وأضافت الخزينة العامة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة كان سلبياً لـ 17 مليار درهم.

وأوضحت النشرة أنه على مستوى مداخيل مصالح الدولة التي تدير بكيفية مستقلة، فقد بلغت مليارين درهم خلال الأشهر الستة الأولى من سنة 2018، مقابل 1,1 مليار درهم السنة الماضية (زائد 90,3 بالمائة)، مضيفة أن المصاريف بلغت 520 مليون درهم مقابل 712 مليون درهم (ناقص 27 في المائة).



نفقات التسيير بـ 1,4 في المائة ونفقات الاستثمار بـ 6 في المائة. وأضاف المصدر ذاته أن انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 32,1 في المائة لسداد الدين الأساسي (16,5 مليار درهم مقابل 24,3 مليار درهم) وارتفاع الفوائد المترتبة على الدين بنسبة 0,3 في المائة (15,8 مليار درهم مقابل 15,7 مليار درهم). وذكر المصدر أنه في نهاية يونيو 2018، ارتفعت الالتزامات المتعلقة

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحويلات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 16,5 مليار درهم خلال النصف الأول من 2018، مقابل 11,7 مليار درهم خلال السنة السابقة. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2018، أن المداخيل العادية بلغت 140,6 مليار درهم مقابل 116,7 مليار عند متم يونيو 2017، بزيادة نسبتها 20,5 في المائة بفضل دفعة استثنائية بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة. وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يعزى إلى ارتفاع كل من المداخيل غير الضريبية بنسبة 251,4 في المائة، والرسوم الجمركية بنسبة 17,1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5,6 في المائة، مقرونة بانخفاض

الضرائب المباشرة بنسبة 3,7 في المائة وحقوق التسجيل والتندير بنسبة 2 في المائة. وبلغت نفقات الميزانية العامة 158,1 مليار درهم متم يونيو 2018، مسجلة انخفاضا بنسبة 2,9 في المائة مقارنة مع يونيو 2017، وعزت الخزينة العامة تراجعها إلى انخفاض كل من تحملات الدين المدرج في الميزانية بـ 19,4 في المائة مقرونة بارتفاع

عجز الميزانية بلغ 16.5 مليار درهم خلال النصف الأول من 2018



الأخبار

أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 16.5 مليار درهم خلال النصف الأول من 2018، مقابل 11.7 مليار درهم خلال السنة السابقة.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2018، أن المداخيل العادية بلغت 140.6 مليار درهم مقابل 116.7 مليار عند متم يونيو 2017، بزيادة نسبتها 20.5 في المائة بفضل دفعة استثنائية بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يعزى إلى ارتفاع كل من المداخيل غير الضريبية بنسبة 251.4 في المائة، والرسوم الجمركية بنسبة 17.1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.6 في المائة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 3.7 في المائة وحقوق التسجيل والتنبر بنسبة 2 في المائة.

وبلغت نفقات الميزانية العامة 158.1 مليار درهم متم يونيو 2018، مسجلة انخفاضا بنسبة 2.9 في المائة مقارنة مع يونيو 2017، وعزت الخزينة العامة تراجعها إلى انخفاض كل من تحملات الدين المدرج في الميزانية

تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، إلى 275.8 مليار درهم، لتمثل نسبة 54 في المائة مقابل 52 في المائة متم يونيو 2017، مشيرا إلى أن نسبة تنفيذ الالتزامات بلغت 80 في المائة مقابل 78 في المائة سنة قبلها. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 43.7 مليار درهم، مشيرة إلى أن التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بلغت 11.1 مليار درهم، وعائدات قدرها 147 مليون درهم كهبات من دول الخليج.

بـ19.4 في المائة مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بـ1.4 في المائة ونفقات الاستثمار بـ6 في المائة.

وأضاف المصدر ذاته، أن انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 32.1 في المائة لسداد الدين الأساسي (16.5 مليار درهم مقابل 24.3 مليار درهم) وارتفاع الفوائد المترتبة على الدين بنسبة 0.3 في المائة (15.8 مليار درهم مقابل 15.7 مليار درهم).

وذكر المصدر أنه، في نهاية يونيو 2018، ارتفعت الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها

عجز الميزانية يقفز إلى 16.5 مليار درهم خلال 6 أشهر

بعدها كان في حدود 11.7 مليار درهم خلال النصف الأول من السنة الماضية

رشيد الجمعي



أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز الميزانية بلغ 16.5 مليار درهم خلال النصف الأول من 2018، مقابل 11.7 مليار درهم خلال السنة السابقة.

وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2018، أن المداخيل العادية بلغت 140.6 مليار درهم مقابل 116.7 مليار عند تمّ يونيو 2017، بزيادة نسبتها 20.5 في المائة بفضل دفعة استثنائية بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهيات دول مجلس التعاون الخليجي، لفائدة الميزانية العامة».

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخيل العادية يعزى إلى ارتفاع كل من المداخيل غير الضريبية بنسبة 251.4 في المائة، والرسوم الجمركية بنسبة 17.1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.6 في المائة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 3.7 في المائة وحقوق التسجيل والننر

المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، إلى 275.8 مليار درهم، لتمثل نسبة 54 في المائة مقابل 52 في المائة تمّ يونيو 2017، مشيراً إلى أن نسبة تنفيذ الالتزامات بلغت 80 في المائة مقابل 78 في المائة سنة قبلها. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخيل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 43.7 مليار درهم، مشيرة إلى أن التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بلغت 11.1 مليار درهم، وعائدات قنراها 147 مليون درهم كهبات من دول الخليج.

وسجل المصدر ذاته أن نفقات الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 60.7 مليار درهم خلال النصف الثاني من 2018، مع الأخذ بعين الاعتبار تحويل مبلغ 26 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحاً أن هذه النفقات تشمل الجزء المحسوب على الخزينة، بشأن المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب لـ 922 مليون درهم. وأضافت الخزينة العامة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة كان سلبياً لـ 17 مليار درهم.

الأساسي (16.5 مليار درهم مقابل 24.3 مليار درهم) وارتفاع الفوائد المترتبة على الدين بنسبة 0.3 في المائة (15.8 مليار درهم مقابل 15.7 مليار درهم) وتكر المصدر انه في نهاية يونيو 2018، ارتفعت الالتزامات

بـ 19.4 في المائة مقرونة بارتفاع نفقات التسيير بـ 1.4 في المائة ونفقات الاستثمار بـ 6 في المائة. وأضاف المصدر ذاته أن انخفاض تحصيلات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 32.1 في المائة لسداد الدين

بنسبة 2 في المائة، وبلغت نفقات الميزانية العامة 158.1 مليار درهم تمّ يونيو 2018، مسجلة انخفاضاً بنسبة 2.9 في المائة مقارنة مع يونيو 2017، وعزت الخزينة العامة تراجعها إلى انخفاض كل من تحصيلات الدين المدرج في الميزانية

16,5 درهم عجز للميزانية خلال النصف الأول من 2018



← أفادت الخزينة العامة للمملكة، التابعة لوزارة الاقتصاد والمالية، بأن وضعية التحملات وموارد الخزينة أفضت إلى تسجيل عجز في الميزانية بلغ 16.5 مليار درهم خلال النصف الأول من 2018، مقابل 11.7 مليار درهم خلال السنة السابقة. وأوضحت الخزينة العامة للمملكة، في نشرتها الشهرية لإحصاءات المالية العمومية لشهر يونيو 2018، أن المداخل العادية بلغت 140.6 مليار درهم مقابل 116.7 مليار عند متم يونيو 2017، بزيادة نسبتها 20.5 في المائة بفضل دهمة استثنائية بقيمة 24 مليار درهم من «الحساب الخاص بهبات دول مجلس التعاون الخليجي» لفائدة الميزانية العامة.

وأضافت النشرة أن هذا الارتفاع في المداخل العادية يعزى إلى ارتفاع كل من المداخل غير الضريبية بنسبة 251.4 في المائة، والرسوم الجمركية بنسبة 17.1 في المائة، والضرائب غير المباشرة بنسبة 5.6 في المائة، مقرونة بانخفاض الضرائب المباشرة بنسبة 3.7 في المائة وحقوق التسجيل والتبر بنسبة 2 في المائة. وبلغت نفقات الميزانية العامة 158.1 مليار درهم متم يونيو 2018، مسجلة انخفاضا بنسبة 2.9 في المائة مقارنة مع يونيو 2017، وعزت الخزينة العامة تراجعها إلى انخفاض كل من تحملات الدين المدرج في الميزانية بـ 19.4 في المائة مقرونة بارتفاع نفقات التسجير بـ 1.4 في المائة ونفقات الاستثمار بـ 6 في المائة.

الجزء المحسوب على الخزينة، بشأن المبالغ المسددة، والخصومات، والمبالغ المستردة من الضرائب لـ 922 مليون درهم. وأضافت الخزينة العامة أن رصيد جميع الحسابات الخاصة للخزينة كان سلبيا لـ 17 مليار درهم. وأوضحت النشرة أنه على مستوى مداخل مصالح الدولة التي تدبر بكيفية مستقلة، فقد بلغت مليارين درهم خلال الأشهر الستة الأولى من سنة 2018، مقابل 1.1 مليار درهم السنة الماضية (زائد 90.3 بالمائة)، مضيفة أن المصاريف بلغت 520 مليون درهم مقابل 712 مليون درهم (تناقص 27 في المائة).

بلغت 80 في المائة مقابل 78 في المائة سنة قبلها. من جهة أخرى، أبرزت الخزينة العامة للمملكة أن مداخل الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 43.7 مليار درهم، مشيرة إلى أن التحويلات المتوصل بها من التحملات المشتركة للميزانية العامة للاستثمار بلغت 11.1 مليار درهم، وعائدات قدرها 147 مليون درهم كهبات من دول الخليج. وسجل المصدر ذاته أن نفقات الحسابات الخاصة للخزينة بلغت 60.7 مليار درهم خلال النصف الثاني من 2018، مع الأخذ بعين الاعتبار تحويل مبلغ 26 مليار درهم لفائدة الميزانية العامة، موضحا أن هذه النفقات تشمل

وأضاف المصدر ذاته أن انخفاض تحملات الدين المدرج في الميزانية يعزى إلى انخفاض بنسبة 32.1 في المائة لسداد الدين الأساسي (16.5 مليار درهم مقابل 24.3 مليار درهم) وارتفاع القوائد المترتبة على الدين بنسبة 0.3 في المائة (15.8 مليار درهم مقابل 15.7 مليار درهم). وذكر المصدر أنه في نهاية يونيو 2018، ارتفعت الالتزامات المتعلقة بالنفقات، بما فيها تلك التي لا تخضع لتأشير مسبق للالتزامات، إلى 275.8 مليار درهم، لتمثل نسبة 54 في المائة مقابل 52 في المائة متم يونيو 2017، مشيرا إلى أن نسبة تنفيذ الالتزامات

TELQUEL
عربي



A LA VALEUR ARGUS[®] + 10 000 DHS

EN SAVOIR PLUS >



أموال الخليج تنعش ميزانية المغرب بـ24 مليار درهم

صفاة بنعوشي | الإثنين 23 يوليو 2018 - 19:01

سجلت الخزينة العامة للمملكة نموا في المداخيل العادية بنسبة 20,5 في المائة في نهاية شهر يونيو الماضي، اعتبارا لتحويل استثنائي لـ 24 مليار درهم من الحساب الخصوصي المسمى "الحساب الخصوصي لهبات دول مجلس التعاون الخليجي" لفائدة الميزانية العامة. ورغم هذا التحويل سجلت المداخيل العادية انخفاضا نسبته 0,1 في المائة.

وسجلت النشرة الشهرية للخزينة العامة للمملكة لإحصائيات المالية العامة لنهاية يونيو أن مداخيل الحسابات الخصوصية للخزينة تأخذ في الاعتبار مداخيل قدرت بـ 147 مليون درهم من هبات دول مجلس التعاون الخليجي، مقابل 1067 مليون درهم في نهاية يونيو 2017.

من جهة ثانية، سجلت النشرة أن ارتفاعا للنفقات العامة بنسبة 2,3 في المائة نتج عن ارتفاع نفقات السلع والخدمات بنسبة 5,7 في المائة، وهي ناتجة بدورها عن ارتفاع نفقات الموظفين بنسبة 0,5 في المائة ونفقات السلع والخدمات بنسبة 15,2 في المائة، وأيضا لارتفاع نفقات الاستثمار بنسبة 6 في المائة...